



Diplomatie parlementaire

Fructueux échanges entre madame Tsègan et le CIP-Uemoa

La présidente de l'Assemblée nationale togolaise, Yawa Djigbodi Tsègan, a reçu hier au siège de la représentation nationale, une délégation du Comité interparlementaire ...



PAGE 3

COOPERATION



Décennies des racines et diasporas africaines

Le Togo crée le cadre pour la concrétisation de cette belle vision

Lors du 34e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, les 6 et 7 février 2021, et sur proposition du Togo, une décision historique a été prise. La période 2021-2031 est décrétée Décennie des ...

PAGE 11

ECONOMIE



Stratégie nationale d'inclusion financière

98 milliards de volume de crédits octroyés pour plus de 1,7 million de bénéficiaires

Dans une interview accordée à « La Tribune Afrique », la ministre chargée de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel, Mazamesso ...

PAGE 5

Forum de renforcement

Les collectivités territoriales «armées» pour lutter contre les changements climatiques

PAGE 11



Lutte contre la Covid-19

Le Togo commence par récolter les fruits de sa discipline

Dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, le Togo commence par récolter les fruits de sa discipline imposée par le sommet de l'Etat, c'est-à-dire le président de la République, Faure Gnassingbé et son gouvernement. Notre pays vient d'être classé parmi les pays les plus sûrs au monde.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Journée mondiale des océans: La sensibilisation comme moyen de protection du littoral

Dans le cadre de la Journée mondiale des océans, le ministère de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, a organisé une campagne de sensibilisation à l'endroit de certains habitants de la côte. La sensibilisation est en effet une arme puissante par laquelle l'on arrive à convaincre les populations de se joindre à une noble cause. Ici, la protection des océans est une affaire de survie. Les activités menées dans le cadre de cette journée ont connu la présence du ministre Edem Kokou Tengué qui est en charge du secteur.

La campagne de sensibilisation avait pour but d'inciter à une prise de conscience des conséquences liées à la pollution par les plastiques et à la dégradation du milieu marin, afin d'amener chacun à comprendre l'intérêt à œuvrer pour la gestion durable des océans. Cela permettra aussi de renforcer la synergie d'actions et de coopération entre les parties prenantes ...

PAGE 3

Cadre de concertation entre l'Etat et le secteur privé

La relance économique post Covid-19 au cœur de la 2ème édition

La deuxième session de l'année du conseil de concertation entre l'Etat et le secteur privé s'est tenue le mercredi 9 juin à Lomé. La réunion a été présidée par Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé. Elle a connu la participation des membres du gouvernement, des acteurs du secteur privé ...



PAGE 5



SOMMAIRE

Mali / Transition

Un nouveau gouvernement attendu d'ici dimanche



P5

Les chutes

Un problème de santé publique majeur au niveau mondial



P 10

Togo Digital Awards

Le Pnud récompense les lauréats du concours



P 11

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

L'entreprise ADAM'S SERVICE relance son activité grâce à un crédit du FNFI de 8 250 000 FCFA

Depuis plusieurs mois déjà, nombre d'entreprises dans le but de relancer leurs activités ont pu bénéficier du Crédit de Relance, un produit mis en route par le FNFI avec la collaboration de Orabank Togo. Au nombre des entreprises bénéficiaires, ADAM'S SERVICE, une entreprise sise dans le quartier Nukafou à Lomé et spécialisée dans la communication et l'événementiel. Dans le présent numéro de votre magazine "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", nous décidons de partager avec vous les témoignages de monsieur Garba Djomila Kodjo, promoteur de ladite entreprise.

Depuis plusieurs années, Garba Djomila Kodjo est le promoteur de l'entreprise ADAM'S SERVICE, une entreprise spécialisée dans la communication et l'événementiel. Depuis toutes ses années, notre jeune promoteur s'est donné les moyens de bâtir son avenir, en rendant des services à sa clientèle de plus en plus nombreuse. Mais courant fin 2020, l'entreprise de notre jeune promoteur comme c'est le cas pour la majorité des entreprises, connaîtra de nombreuses difficultés suite aux nombreuses restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre le Covid 19. Difficile de trouver de nouveaux clients, difficile promotion des activités, conséquence, baisse du chiffre d'affaire.

"Depuis l'avènement du Covid 19, mon entreprise a été confrontée à d'énormes pertes causées par cette pandémie, notamment la

suspension des activités ; conséquence, notre chiffre d'affaires a totalement baissé. Etant conscient de la gravité de la situation, je me suis dirigé vers le FNFI pour voir dans quelles conditions je pouvais bénéficier d'un accompagnement adéquat pour dynamiser mes activités. C'est ainsi que j'ai été informé de l'existence du Crédit de Relance qui était justement destiné à nos entreprises impactées par les conséquences du Covid de pouvoir se remettre en selle. Sans perdre de temps, j'ai rapidement constitué mon dossier et j'ai soumis au FNFI", nous confie le jeune promoteur.

Compte tenu des restrictions liées à la pandémie du Covid-19, notre jeune entrepreneur a soumis son dossier via le site internet du FNFI. Ses dossiers ont été validés et a par la même occasion il a reçu un financement d'une



Garba Djomila Kodjo

valeur de 8 250 000 FCFA. Le déblocage de cette somme a permis à Kodjo de booster ses activités.

"J'ai été contacté par le FNFI et Orabank pour la signature de la convention de financement et heureusement j'ai reçu un crédit d'une valeur

de 8 250 000 FCFA. Une partie de cette somme a servi à l'acquisition des machines, de matériels et autres...l'autre partie me sert actuellement de fonds de roulement. Je pense mettre en place quelques stratégies pouvant me permettre de rentabiliser mes affaires afin d'honorer

mes engagements vis-à-vis du remboursement. Je ne peux dire que merci au FNFI et surtout au gouvernement qui a pensé à nous en mettant en place cette initiative qui nous permet de relancer nos activités impactées par le Covid-19".

KD

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavé: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma YaglaService commercial:
DIRECT AGENCY
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... en vue d'impulser le dynamisme de gestion durable des océans et d'assainir en collaboration avec les collectivités locales, les lieux et places insalubres du littoral, afin de réduire les risques de contaminations liés à la prolifération des maladies hydro-fécales auprès des populations du littoral. Pour la circonstance,

les communications ont tourné autour du rôle primordial de cette réserve naturelle, de la contribution des collectivités locales à la lutte pour sa protection, des menaces auxquelles la biodiversité marine, le climat etc... sont confrontés, sans oublier le phénomène de l'érosion côtière, à cause des actions anthropiques.

Les impacts sur la santé, le bien-être et l'économie sont incontestables. Le maire de la commune des Lacs 1, maître Alexis Aquereburu, a salué les actions menées par le ministre en charge de la Protection côtière et du ministre-conseiller du chef de l'Etat en charge de la mer, Stanislas Baba.

Il a également remercié le président de la République, Faure Gnassingbé pour son implication et sa vision d'un Togo moderne qui devra aussi passer par la construction d'un centre de recherche maritime dans la grande ville d'Aného. « Nous devons notre vie à la mer. Nous devons en prendre soin, sinon nous mourrons

de la mer », a averti le ministre-conseiller Stanislas Baba. Mardi dernier, à l'apothéose de la Journée mondiale des océans, il y a eu une cérémonie de remise de 500 balais, 500 pick-sachets et 125 râdeaux aux représentants des 5 communes rattachées au littoral togolais.

Edem Dadzie

Lutte contre la Covid-19

Le Togo commence par récolter les fruits de sa discipline

Dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, le Togo commence par récolter les fruits de sa discipline imposée par le sommet de l'Etat, c'est-à-dire le président de la République, Faure Gnassingbé et son gouvernement. Notre pays vient d'être classé parmi les pays les plus sûrs au monde.

I l y a quelques mois, le Togo, à travers un classement sérieux, faisait partie des pays qui géraient mieux la pandémie au niveau mondial et sur le continent africain. Le classement était fait par le Lowy institute, une institution australienne. Ce fut ensuite au tour du Royaume-Uni de classer le Togo parmi les pays à faible risque de contamination au Covid-19 pour ses voyageurs. À présent ce sont les Etats-Unis qui classent le Togo parmi les destinations les plus sûres au monde pour ses ressortissants et tous les voyageurs. C'est plutôt une excellente nouvelle

pour notre pays qui veut attirer plus de touristes et d'investisseurs étrangers. Mais ces résultats ont été obtenus au prix de hautes luttés. Malgré le fait que notre pays fasse partie des moins touchés par le virus, les autorités togolaises ont pris la menace très au sérieux. Comme le dit un adage populaire du Togo, « même un sol sec peut vous faire glisser ». Il ne faut donc rien négliger.

La preuve, c'est que des pays qui au départ étaient relativement peu touchés et qui ont voulu jouer avec le virus, s'en sont mordus les doigts. Le cas indien est



Faure Gnassingbé, président de la République

révélateur. Ainsi, au Togo, les mesures les plus sérieuses ont été prises et le chef de l'Etat est resté personnellement au gouvernail de la riposte.

Et malgré les réticences de quelques-uns, la campagne de vaccination démarrée en mars dernier, se poursuit sereinement. Les résultats prouvent que les choix

opérés sont avisés. De 1348 cas actifs le 10 mai dernier, le pays ne compte plus que 162 au dernier décompte (07 juin)

E. Dadzie

Diplomatie parlementaire

Fructueux échanges entre madame Tsègan et le CIP-Uemoa

La présidente de l'Assemblée nationale togolaise, Yawa Djigbodi Tsègan, a reçu hier au siège de la représentation nationale, une délégation du Comité interparlementaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (CIP-Uemoa), conduite par son président, Goakun Rossan Noël Toe.

L es deux personnalités ont échangé autour de l'éducation et des directives prises par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Uemoa dans le cadre de la lutte contre le coronavirus au sein de l'espace. « Nous sommes en session à Cotonou. Le Comité interparlementaire tient sa réunion de l'intersession du sous-comité politique sectoriel de l'Union et du sous-comité affaires générales et institutionnelles. Il s'agit de réfléchir sur la directive concernant l'harmonisation du baccalauréat au niveau de l'espace Uemoa ainsi

qu'il transparaît dans les directives prises par la Conférence des chefs d'Etat. Nous avons fait l'état des lieux et nous avons des perspectives. Lors de la Conférence des chefs d'Etat du 23 mars dernier, des décisions ont été prises en ce qui concerne l'harmonisation des prix et la reconnaissance des tests par les pays membres, l'ouverture progressive des frontières et le tarif au niveau des frontières.

Nous sommes donc venus faire le point à madame la présidente », a déclaré Goakun Rossan Noël Toe. Pour rappel, le Comité



Yawa Djigbodi Tsègan (à droite) et Goakun Rossan Noël Toe

interparlementaire (CIP) est un organe de contrôle démocratique conforme au schéma de fonctionnement de l'Uemoa. Il a été créé par l'article 35 du traité constitutif de l'Union. Il constitue une véritable

représentation des populations de l'Uemoa, dans leur diversité culturelle, intellectuelle et professionnelle en vue de leur implication effective dans l'édification de la gouvernance

démocratique, économique et politique. Le Togo est représenté au sein du CIP-Uemoa par l'honorable Yobate Kolani Bakali, et qui occupe le poste de vice-présidente.

La rédaction

Mali / Transition

Un nouveau gouvernement attendu d’ici dimanche

Après des entretiens, mardi 8 juin, avec le nouveau président de la transition malienne Assimi Goïta, la Cedeao, accompagnée de représentants de l’Union africaine et de l’ONU, a rencontré le mercredi dernier le nouveau Premier ministre, Choguel Maïga. Au programme notamment : l’avancée des consultations sur la formation d’un gouvernement inclusif.

« Sauf avis contraire du président de la transition, avec lequel je m'entretiens quotidiennement, nous avons l'intention au plus tard dimanche d'annoncer aux Maliens la composition du nouveau gouvernement», a déclaré Choguel Maïga à l'issue d'entretien avec une délégation de la Cedeao. Il a également affirmé que les discussions avec les partis politiques et les organisations de la société civile ont bien avancé.

S’il concède l’éventualité de quelques difficultés dans les arbitrages, il a bon espoir de former un gouvernement de large consensus. Il a également promis que d’ici à six semaines, un nouveau plan et un nouveau chronogramme seront présentés au Conseil national de la transition, l’organe législatif qui fait office d’Assemblée nationale au Mali. Le temps presse pour une équipe pas encore mise en

place, car Choguel Maïga a également réaffirmé que la transition qu’il souhaite réussie se déroulera dans les délais impartis avec une fin prévue dans neuf mois. La délégation de la Cedeao a également reçu de la part du président et du Premier ministre de transition l’assurance que ni l’un ni l’autre ne se présenteraient à la présidentielle de 2022, comme elle l’avait exigé lors de son sommet extraordinaire du 30 mai



Le Premier ministre de transition, Choguel Maïga

sur le Mali. Lors de ce sommet, l’organisation avait suspendu le Mali de ses institutions, après un deuxième putsch en neuf mois, qui a porté de facto le colonel Goïta à la tête de ce pays, pris depuis près de

dix ans dans la tourmente sécuritaire et politique. La France, engagée militairement au Mali et au Sahel, avait, quant à elle, suspendu ses opérations militaires conjointes avec les forces maliennes.

T.M.

Tchad / Transition

Des personnalités appellent à une révision de la Charte du Conseil militaire de transition

Au Tchad, une vingtaine de personnalités de haut rang parmi lesquelles des anciens ministres, des fonctionnaires internationaux appellent à un dialogue incluant tous les fils du Tchad pour une paix globale. L’appel vise l’organisation d’élections démocratiques sincères pour aboutir à une paix durable et invite les tenants du pouvoir à de l’objectivité.

Pour la vingtaine de personnalités signataires de la déclaration, rejoints par plus de trois cent autres sur internet, la transition telle que menée ne rassure pas les Tchadiens. L’ancien ministre et vice-président de la Banque africaine de développement, Bédoumra Kordjé est un des porte-voix de ces personnalités. « Les tractations actuelles et tentatives de mise en

place du Conseil national de transition, sans un vrai consensus, non seulement ne sont pas une solution mais seront une source de frustration et de division du pays ». Il faut revoir la charte de transition promulguée unilatéralement en avril dernier, au lendemain de la mort d’Idriss Déby Itno et dont les dispositions ne permettent pas la participation de tous de manière équitable,

plaident ces personnalités. Pour mémoire, la charte définit les modalités de la transition sur une période de 18 mois ; une transition conduite par trois organes : le Conseil militaire de transition, le Conseil national de transition et le gouvernement de transition. « Il faut immédiatement réviser la charte actuelle du Conseil militaire de transition pour y inclure notamment une disposition



Mahamat Idriss Deby

sur l’organisation de la conférence nationale inclusive et souveraine », poursuit Bédoumra Kordjé. Les Tchadiens seront reconnaissants au Conseil militaire de transition

s’il tient compte des propositions énumérées dans l’appel, ajoutent les auteurs de l’appel qui disent redouter une dégradation du climat politique.

Rfi.fr

Burkina Faso

Le président français met fin à l’opération Barkhane au Sahel

Le président français a annoncé la fin de l’opération Barkhane « sous sa forme actuelle » et la « transformation profonde » de la présence militaire française au Sahel.

C’était attendu, c’est désormais confirmé. Jeudi 10 juin, Emmanuel Macron a annoncé la fin de l’opération Barkhane « sous sa forme actuelle » et une « transformation profonde » de l’engagement militaire français au Sahel, dont « les modalités précises et le calendrier seront précisés dans les jours à venir » – probablement fin juin, lors du sommet de la Coalition pour le Sahel prévu à Bruxelles. L’opération Barkhane, lancée en août 2014, avait succédé à l’opération Serval déclenchée en janvier 2013 pour contrer l’offensive

de groupes djihadistes vers le sud du Mali. Selon Emmanuel Macron, elle sera remplacée par une « opération d’appui, de soutien et de coopération aux armées des pays de la région qui le souhaitent », laquelle s’inscrira dans une alliance internationale de lutte contre le terrorisme au Sahel. « Le temps est venu. La poursuite de notre engagement au Sahel ne se fera pas à cadre constant [...]. Nous ne pouvons pas sécuriser des zones qui tombent dans l’anomie parce que les États ne prennent pas

leurs responsabilités », a expliqué le président français. Ce changement stratégique annoncé par Emmanuel Macron n’a rien d’une surprise. Il était en discussion à Paris depuis fin 2020. Initialement, le réajustement de l’opération Barkhane devait être annoncé fin juin, lors du sommet de la Coalition pour le Sahel prévu à Bruxelles. Mais le deuxième coup d’État en neuf mois du colonel Assimi Goïta, fin mai, à Bamako, a changé la donne et accéléré les choses. Après avoir dénoncé un



Logo sur l’épaule d’un militaire de la force Barkhane

geste « inacceptable », puis déclaré qu’il « ne restera pas aux côtés d’un pays où il n’y a plus de légitimité démocratique ni de transition », Emmanuel Macron avait annoncé, le 3 juin, la suspension temporaire des opérations militaires conjointes avec

l’armée malienne. Une décision forte et inédite, qui en dit long sur la perception française du coup de force perpétré par Assimi Goïta, désormais nouveau président de la transition malienne.

T.M. et Jeune Afrique

Stratégie nationale d'inclusion financière**98 milliards de volume de crédits octroyés pour plus de 1,7 million de bénéficiaires**

Dans une interview accordée à « La Tribune Afrique », la ministre chargée de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel, Mazamesso Assih est revenue sur la Stratégie nationale d'inclusion financière. Elle a évoqué le bilan enregistré par cette stratégie.

D'après la ministre chargée de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel, la stratégie nationale d'inclusion financière a permis d'octroyer un volume de crédits de 98 milliards FCFA aux bénéficiaires. Plus d'1,7 million de personnes ont bénéficié des crédits.

« L'Etat togolais a lancé en 2014 la Stratégie d'inclusion financière qui vise à couvrir 2 millions de personnes. L'idée c'est de permettre à toutes ces personnes qui sont exclues

du système de financement classique d'accéder à des crédits pour pouvoir booster et générer des activités. Et aujourd'hui nous avons 98 milliards de volume de crédits octroyés pour plus de 1,7 million de bénéficiaires », a déclaré Mme Mazamesso Assih. Différents mécanismes sont mis en place pour accompagner surtout les femmes. Certaines bénéficient des mesures d'accompagnement comme des formations. La Stratégie nationale d'inclusion financière vise à renforcer le cadre

d'intervention de l'Etat en faveur de l'inclusion financière, à accroître le taux d'inclusion financière ainsi que la couverture géographique des services financiers. Cette stratégie permettra aussi d'améliorer, d'encadrer et de renforcer le cadre d'intervention des acteurs. Il s'agira aussi de contribuer à l'assainissement du secteur informel. Ceci se fait à travers la mise en place d'un cadre favorable à l'accès au financement dédié aux TPME (Très petites et moyennes entreprises) et



Mazamesso Assih

à rendre disponible l'accès aux services financiers digitaux via la création

d'une banque digitale et la promotion de la fintech.

Félix T.

Cadre de concertation entre l'Etat et le secteur privé**La relance économique post Covid-19 au cœur de la 2ème édition**

La deuxième session de l'année du conseil de concertation entre l'Etat et le secteur privé s'est tenue le mercredi 9 juin à Lomé. La réunion a été présidée par Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé. Elle a connu la participation des membres du gouvernement, des acteurs du secteur privé et d'éminentes personnalités.



Les officiels à la table d'honneur

Cette deuxième session du cadre de concertation entre l'Etat et le secteur privé s'est tenue sous le thème : « relance post Covid-19 de l'économie togolaise, quel rôle du secteur privé ? ». La session a permis de réfléchir sur des mesures pouvant contribuer à la relance de l'économie togolaise face à la pandémie du coronavirus.

La part du secteur privé

Parmi les personnalités figure l'économiste et chef PND (Plan national de développement) officer, Professeur Carlos Lopes, qui a présenté une communication sur

la stratégie mondiale de la relance économique post Covid-19 et les financements innovants pour le secteur privé. « L'Afrique se trouve dans un paradoxe. C'est la région la moins infectée, mais la région plus affectée », a d'entrée indiqué Carlos Lopes. Plusieurs caractéristiques font de l'Afrique une région extrêmement vulnérable. Parmi ces caractéristiques il a cité l'exposition au changement des prix des matières premières au plan international. L'Afrique exporte 70% de ses matières premières. L'économiste a recommandé des pistes

au secteur privé togolais pour sortir de la crise, dont le respect des normes environnementales pour s'adapter à la concurrence et aux exigences climatiques. « Les implications commerciales sont énormes. Ce que nous sommes en train de vivre après la crise c'est une nouvelle forme de protectionnisme », prévient Carlos Lopes. Il a également salué les efforts faits par le Togo pour maintenir la croissance à 1,8% en 2020. Autres recommandations de l'économiste : faire preuve d'innovation, maintenir la pression sur le secteur bancaire pour financer plus

l'économie réelle, avoir un secteur privé qui assure pleinement en tant que tel. Le rôle du secteur privé est très important pour la relance de l'économie.

Stratégie de relance

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adédzé est revenu sur les efforts du gouvernement pour la relance de l'économie. Face à la pandémie, le Togo a mis en place une stratégie dite des trois R, c'est-à-dire Riposte, Résilience et Relance. Le gouvernement a également apporté des appuis au secteur privé, notamment sur les plans fiscal, bancaire et des dépenses sociales. Les concertations sont ouvertes à l'ensemble du secteur privé togolais pour favoriser la relance économique du pays. La parole a été également donnée aux acteurs du secteur privé. Ainsi, le PDG de Nio et vice-président du Patronat, Thierry Awesso a recommandé plus d'apport du secteur bancaire et un accompagnement vers une intégration réelle dans les projets structurants du pays. Pour sa part, Mme le Premier ministre a évoqué l'importance de faire vivre

le partenariat avec les différents secteurs privés. Elle a cité par exemple, la nouvelle centrale électrique Kekeli issue d'un partenariat ; l'Ifad Bâtiment (Institut de formation en alternance pour le développement) construit avec le secteur privé ; la future centrale solaire de Blitta basée sur un partenariat public-privé et enfin, la Plateforme industrielle d'Adetikopé qui symbolise la possibilité d'avoir des partenariats bénéfiques pour tous les acteurs de la chaîne de valeurs (producteurs, transformateurs, consommateurs, entreprises...)

« Les échanges très riches que nous venons d'avoir nous ont permis de faire le point des progrès réalisés depuis le début de la pandémie, mais également de présenter les grandes lignes des initiatives en cours et envisagées pour consolider le rôle moteur du secteur privé dans la reprise et la transformation structurelle de l'économie togolaise », a indiqué Victoire Tomégah-Dogbé.

Cette rencontre, la deuxième du genre a donc permis de réfléchir sur les implications de l'Etat et du secteur privé pour une sortie de crise favorable.

Félix Tagba

L'accès universel aux services sociaux de base

Quand les énergies mettent en lumière l'eau potable au Togo

Le Togo a un goût prononcé à l'accès à l'eau potable conformément aux besoins et aux Objectifs de développement durable (ODD). Cette ambition d'équiper les populations en eau potable se traduit à travers nombre de projets dont le Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes (Passco) actuellement à sa deuxième phase et le Projet eau et assainissement (PEAT). Pour l'exécutif togolais, il n'est pas question de parler d'eau potable sans l'énergie. Quels résultats ressortent donc de l'équation entre l'eau potable et l'énergie ?

«

Passco 2 : 300 000 Togolais amis avec l'eau potable

La deuxième phase du Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes (Passco 2) a été lancée en fin février 2021 à Konsogou, localité située à 03 kilomètres de la ville de Dapaong. Le Passco 2 est un projet en rapport avec les objectifs de la feuille de route gouvernementale. Estimé à 6,5 milliards de francs CFA, il fera passer le taux de couverture à l'eau potable en milieu rural de 77% à 85% dans la région de la Kara et de 67% à 72% dans la région des Savanes. Le projet permettra de réaliser 400 nouveaux forages dans les 02 régions, soit 200 forages par région. En outre, 200 anciens forages (à raison de 100 forages par région) seront réhabilités.

100 latrines modernes de type Ecosan seront construites dans la région de la Kara et 100 autres latrines seront construites dans la région des Savanes. Avec les réalisations déjà faites dans le cadre du Passco 1, l'ensemble des forages sera porté à plus de 1 000 dans les 02 régions. Le Passco 2 permettra à 300 000 Togolais vivant dans les régions susmentionnées d'avoir facilement accès à l'eau potable, de disposer de latrines modernes dans les écoles et centres de santé, de réduire le taux des maladies hydriques comme le choléra, la diarrhée et la dysenterie.

»

65,9 milliards consacrés à l'eau potable



Une jeune fille buvant de l'eau potable

Pour le chef de l'Etat, l'accès universel aux services sociaux de base est un facteur non négligeable pour la cohésion nationale et le partage de la prospérité. Il réduit les inégalités, les disparités sociales et améliore la qualité de vie des populations, particulièrement celles qui vivent dans les milieux ruraux et périurbains. En matière d'accès à l'eau, Faure Gnassingbé a prévu dans le cadre du projet d'électrification rurale Cizo, la modernisation de 400 adductions en eau potable. Des programmes de construction de mini adductions

d'eau potable et des programmes d'hydraulique villageoise seront optimisés pour atteindre un taux de desserte moyen d'au moins 70% en milieu urbain ou rural.

L'Assemblée nationale a voté en décembre 2020 le budget 2021 qui s'établit à 1 521,6 milliards de francs CFA. 445,1 milliards (contre 401 milliards en 2020) sont consacrés aux secteurs sociaux. Le secteur de l'eau a droit à 65,9 milliards de francs CFA. Cette somme est énorme mais la chose dont il s'agit mérite les soins que prennent le gouvernement et les dépenses

qu'il fait. C'est le prix à payer pour atteindre les résultats escomptés, en l'occurrence, l'intensification et l'accélération des actions de développement afin qu'aucun Togolais ne soit laissé de côté.

PEAT : eau et assainissement

Ces années, le nombre de ménages togolais dont l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement s'est accru, est pléthorique. Il n'est pas à nier que l'eau est une ressource indispensable pour chaque pays et ses citoyens. L'ancien secrétaire général de l'ONU, Koffi Annan en était convaincu : « Nous ne pourrions vaincre les maladies infectieuses qui affligent les pays en développement tant que nous n'aurons pas gagné la bataille pour l'eau potable, l'assainissement et les soins de santé de base ». Tout bien considéré, chaque nation doit lutter pour faciliter l'accès à l'eau potable aux habitants. Cette ambition est manifeste au Togo, pays qui s'appuie sur le Projet eau et assainissement (PEAT), entre autres initiatives.

En 2011, la proportion de la population togolaise n'ayant pas accès à une source d'eau potable était de 56,1%. Diligemment, des programmes ont été conçus pour monter le taux à 65% en 2017. La mise en œuvre du Projet eau et assainissement au Togo (PEAT 1) a contribué à cette avancée dans les villes d'Atakpamé et Dapaong.

A Atakpamé (région des Plateaux), 1 474 branchements privés ont été effectués pour étendre le réseau à plus de 14 000 habitants. Un nouveau système de pompage a sensiblement amélioré la chaîne de production, desservant les zones de Glélou, Gbatékpé et Tchakpali. Actuellement, une nouvelle station de traitement d'eau est en construction sur un site situé à moins de 10 km de la ville. A Dapaong (chef-lieu de la région des Savanes), des travaux sont en cours pour le renforcement de la digue du barrage de Dalwak. L'ensemble du

système électronique vieillissant de la station de traitement d'eau a été changé et plus de 1 100 branchements à l'eau potable à des coûts réduits ont été réalisés.

PEAT 2 ...

Pour cette première phase du PEAT qui arrivera à terme en août 2021, 04 milliards de francs CFA ont déjà été dépensés pour les travaux susmentionnés. Une seconde étape du projet (PEAT 2) prendra en compte les villes Kara, Sokodé et Tsévié. Elle portera principalement sur la construction et la réhabilitation de châteaux et stations de traitement d'eau en plus des travaux de raccordement pour étendre le réseau de distribution. Le coût de la nouvelle phase est estimé à 25 milliards de francs CFA. C'est sans doute le leitmotiv des pouvoirs publics qui enchaînent les programmes les uns après les autres. Par exemple, le Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes (Passco 2), lancé en fin février 2021 à Konsogou, touchera 300 000 Togolais et fera passer le taux de couverture à l'eau potable en milieu rural de 77 à 85% dans la région de la Kara et de 67 à 72% dans la région des Savanes. A côté de cela, le Togo met en œuvre des projets d'hydraulique villageoise, de construction de forages, de mini-adductions d'eau et d'agence de distribution d'eau potable dans des zones reculées...

A l'horizon 2025, le gouvernement escompte un taux de couverture nationale en eau potable de 85%. Dans le budget 2021 qui s'établit à 1 521,6 milliards de francs CFA, 65,9 milliards sont accordés au secteur de l'eau. Aujourd'hui, le taux de desserte en eau potable en milieu rural est de 69%. Plus de 10 000 forages à motricité humaine ont été réalisés à ce jour. En ce qui concerne le taux de desserte en milieu semi-urbain, il est de 50%. En milieu urbain, il est de 58%.

Energie : 250 000 foyers togolais sous les projecteurs de la centrale Kekeli

Le Togo veut une indépendance énergétique afin de permettre aux populations de vivre dans un pays moderne, au milieu des services sociaux de base capables de contribuer à leur développement.

Aujourd'hui, avec l'évolution galopante du monde, l'utilisation de l'énergie électrique est devenue ô combien indispensable. Elle réduit l'usage des énergies fossiles comme le pétrole ou le

**Des panneaux solaires**

charbon ; combat l'insécurité et la criminalité nocturne ; élève le taux de scolarisation et de réussite en milieu rural, semi-urbain et urbain ; facilite l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (Tic)... La construction des centrales électriques est l'une des voies empruntées par le pays pour faciliter un accès de tous à l'électricité de qualité et à coût abordable.

Les travaux de construction de la centrale thermique Kekeli Efficient Power lancés il y a près de 02 ans, sont arrivés à terme. L'infrastructure située dans la zone portuaire a été mise en service vers

la fin du mois d'avril 2021. D'un coût estimatif de 65 milliards de francs CFA, Kekeli ou « aurore » en mina, a une capacité de 65MW.

La centrale produira annuellement 526 GWh d'énergie électrique, fonctionnera en cycle combiné, facilitera la production de l'électricité sans consommation additionnelle de gaz pour limiter les rejets de CO2. Kekeli satisfera 20% de la demande domestique en électricité. En d'autres termes, elle fournira de l'énergie électrique pour 250 000 foyers, ce qui équivaut à plus de 1,5 million de personnes. Kekeli Efficient Power est la deuxième centrale à Lomé, après Contour global.

« Améliorer la qualité de vie des populations, surtout en milieu rural et périurbain », Faure Gnassingbé

Le chef de l'Etat togolais est convaincu d'une chose : « L'accès universel aux services sociaux de base est un facteur important de la cohésion nationale et du partage de prospérité. Cet accès réduit les inégalités et les disparités sociales ; permet d'améliorer la qualité de vie des populations, surtout en milieu rural et périurbain ». De 2005 à ce jour, des programmes d'accès à l'énergie électrique sont constamment déployés dans les régions pour améliorer le niveau de vie des habitants. L'intérêt en vaut la peine, surtout pour un pays fermement engagé sur la voie de l'émergence.

Dans la semaine du 05 avril 2021, le président de la République

secteur des énergies : lancement à Blitta des travaux de construction de la première des 06 centrales photovoltaïques ; les localités rurales Vo-Asso et Zooti ont été électrifiées grâce à l'installation de 02 postes de transformation et 107 lampadaires ; la tranche sociale d'électricité a été rendue gratuite pour limiter les impacts indésirables de la crise sanitaire ; 22 milliards ont été débloqués pour l'installation de lignes basse et moyenne tension, la construction de télé-conduites et le raccordement de nouveaux abonnés dans le cadre du Projet d'extension du réseau électrique de Lomé (Perel) ; bouclage du financement de la construction de la centrale Kekeli (65 MW) estimé à

**Faure Gnassingbé**

Multiplier les centrales de production ...

**Aperçu de la Centrale Kekeli**

Le Togo met en place les moyens pour construire au total 06 centrales de production sur le territoire. En début d'année 2020, l'un des grands objectifs de l'agenda présidentiel est de mettre en place d'autres unités de production : 03 centrales solaires (Blitta, Sokodé, Awandjelo) et 03 centrales hydroélectriques d'ici 2025 pour améliorer les conditions de vie des citoyens, quelle que soit leur localisation sur le territoire. Lancée en février 2020, la construction de la centrale photovoltaïque de Blitta (262 km de Lomé) a été achevée au premier trimestre de 2021. D'une capacité de 50 MW, elle permettra d'alimenter 600 000 ménages et 700

petites et moyennes entreprises. Le résultat escompté est de parvenir à un taux d'électrification de 75% en 2025 et de 100% en 2030. Aujourd'hui, ce taux est de 50%. En 2005, il était à 18%. Grâce aux initiatives d'envergure décuplées, le nombre de ménages togolais ayant accès à l'énergie électrique a évolué, passant de 125 543 en 2005 à 485 543 en 2019, soit une augmentation de 287%. Au rang des actions futures, le pays installera des lampadaires solaires sur le territoire ; facilitera l'accès de centaines de milliers de foyers à l'énergie à travers des kits solaires via le programme d'électrification rurale "Cizo"...

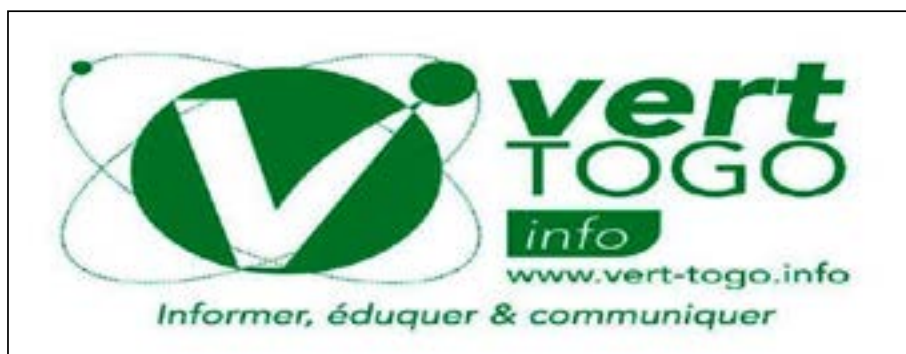
togolaise s'est rendu en France, où il a signé un accord avec Sunna Design, une entreprise spécialisée dans l'éclairage public solaire et autonome. Grâce à cette entente, financée à coup de milliards (26,2 milliards de francs CFA), 50 000 lampadaires solaires seront installés sur le territoire. Outre cet accord, Faure Gnassingbé s'est assuré que l'Agence française de développement (AFD) s'engage à injecter prochainement 49 milliards de francs CFA dans le Programme d'extension de réseau électrique dans les centres urbains du Togo (Perecut). Ce programme permettra d'électrifier 50 localités. Il bénéficiera à plus de 500 000 Togolais.

En 2020, plusieurs actions en rapport avec la stratégie nationale d'électrification ont marqué le

60 milliards...

A l'horizon 2030, l'objectif du Togo est de rendre accessible l'énergie électrique à tous les ménages, quelle que soit leur position géographique, et de relever à 50% la part de l'énergie renouvelable dans son bouquet énergétique. D'ici 2025, le pays veut atteindre les 3/4 du chemin en intégrant, entre autres solutions innovantes, l'accès de 300 000 foyers à l'énergie à travers des kits solaires via le programme d'électrification rurale "Cizo" ; l'installation de 120 000 lampadaires dans les zones rurales, la poursuite du programme de chèque solaire de 2 000 francs CFA mis à disposition des foyers... A ce jour, le taux national d'électrification est de 50%, contre 18% il y a 16 ans.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo



Pensée du Jour

La bière donne l'éclat du sourire et elle fait croire aux hommes qu'ils ont des amis. Les commérages rassemblent beaucoup de bouches et font croire aux femmes qu'elles ont des amies.

Faites beaucoup Attention aux choses futiles qui vous rassemblent sans intérêt. Car, "la bouche qui parle beaucoup n'est pas forcément la bouche qui connaît.



Commentez la photo ci-dessus

Méditations

Lorsque les choses roulent pour toi comme tu le souhaites, il faut jamais sous-estimer le lendemain. Vie pour ne pas offenser qui que ce soit. Garde toujours le sang froid comme tu le faisais dans ta galère, sinon tu vas croire que tu as dominé la nature alors que tu deviens la cause de ta propre destruction.

Narutino de Dios

Celui qui cherche à plaire tout le monde finit par déplaire tout le monde. Celui qui veut être bon aux yeux de tout le monde est une mauvaise personne, ne t'assoie jamais en compagnie avec ce dernier. Car le bien commun n'est jamais ce qui le préoccupe, il cherche toujours ce qui l'avantage.

Narutino de Dios

Débat

Payer les études d'une fille que tu veux épouser, et investir sur un lapin ou une poule que tu vendras.

Lequel des deux est plus rentable ?

Blagues du jour

Quelqu'un a demandé la différence entre le courant et la tension; Son ami lui a répondu : " mets ta femme au courant que tu as une maîtresse au service et tu verras ce qu'est la tension

Quelqu'un a demandé la différence entre le courant et la tension; Son ami lui a répondu : " mets ta femme au courant que tu as une maîtresse au service et tu verras ce qu'est la tension

Après avoir entendue la prédication du pasteur, Toto dit à son ami: « mon cher, moi je ne mangerai jamais à la sueur de mon front comme nous le recommande la Bible».

L'ami lui demande pourquoi?

Il répond : « Parce que je travaille dans une chambre froide. Là bas il fait continuellement froid, comment pourrais-je y transpirer? ».

Son ami répond : « Eh , en tout cas, il faut que tu vois le pasteur parce que ton cas n'est pas dans la bible !!

Quelques ambassades et consulats
■ Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
■ Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
■ Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
■ Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
■ Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
■ Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
■ Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
■ Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
■ Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
■ Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
■ Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
■ Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
■ Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
■ Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
■ Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
■ Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
■ Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
■ Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
■ Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
■ Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
■ RDC; Tél: 90 08 38 53

PHARMACIES DE GARDE (LOME) du 07 au 12 Juin 2021			
3E ARRONDISSEMENT	BD. 13 JANV.	96329771	
ETOILES	10 AV. NL MARCHE	96 27 05 05	
BON SAMARITAIN	BE PA DE SOUZA	91 34.41 94	
BIOVA	BD. HOUPHÉT-BOIGNY	22 34 50 93	
HORIZON	NYÉKONAKPOÉ	90 56 52 56	
HOPITAL	FACE CHU-TOKOIN	22 20 08 08	
ST KISITO	BD. DE LA KARA	96 80 09 64	
BROVIDENCE	BD. JEAN PAUL II	22 26 66 48	
UNIVERS-SANTE	CITÉ OUA	93 88 83 31	
AEROPORT	RTE AÉROPORT SITO	96 51 59 74	
SANTA MADONNA	KÉGUÉ	96 68 03 03	
RAQUDHA	TOGO 2000	91 61 33 32	90 28 75 00
BIEN ETRE	100, BD DU HAHO,	70 54 29 07	
PHARMACIE	2000. BE KPOTA	96 37 94 25	
CHRIST-ROI	KAGOMÉ	22 27 46 66	97 77 12 34
BETHEL	RTE D'ADIDOGOMÉ	91 86 29 87	
DES ECOLES	LYCÉE TECHNIQUE	96 80 09 14	
HOSANNA	CARREFOUR SAGBADO	92 53 50 00	
MAGNIFICAT	AFLAO SAGBADO	93 29 07 37	
MATHILDA	ROUTE PATASSE	22 5115 34	
EL-SHADAI	FACE ESTAO	96 80 09 10	
ENOULI	AGBALÉPÉDOGAN	22 25 90 68	
LE GALIEN	ADIDOADIN	22 51 71 71	96 80 09 24
DES ROSES	VAKPOSSITO	70 42 37 72	
VOLONTAS DEI	AVÉDJI	91 49 54 48	
BETANIA	TOTSI-GLENKOMÉ	70 43 89 40	
ADOUNI	VAKPOSSITO	70 39 39 39	
SHALOM	AGOÉ-CACAVÉLI	70 49 96 51	
A DIEU LA GLOIRE	LÉGBASSITO	93 26 36 00	
AGOE-NYIVE	AGOÉ-NYIVÉ	91 61 02 62	
TCHÉP'SON	TOGBLÉKOPÉ	70 42 94 41	
LE ROCHER	AGOÉ ZONGP	99 08 05 01	
EMMAUS	RTE MISSION TOVÉ	96 80 09 12	
CHARITE	AGOÉ-NYIVÉ	90 65 21 90	
ABRAHAM	AGOÉ-LOGOPÉ	92 25 99 83	
DENIS	AGOÉ KOVÉ,	70 12 35 85	
NOTRE DAME DE LOURDES	AGOÉ	96 80 10 19	
REGINA PACIS	RTE N°1	99 83 90 83	
SANGUERA	SANGUÉRA	99 90 89 72	
GANFAT	AGOE DALIKO	70 22 15 15	
VERSEAU	BAGUIDA	92 05 23 49	
DE L'EDEN	ROUTE D'ANÉHO	70 42 13 98	

Les bons plans et les bonnes adresses	
COURRIER EXPRESS	AGENCE DE COMMUNICATION
DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51) FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26	AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com Larry Event Day (LED) Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel Communication, Location d'espaces Conseils, Wedding Planner et Décoration Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
OPERATEURS TELEPHONIQUES	SUPERS MARCHES A LOME
MOOV :Tél. 22 20 13 20 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14	CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche) LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43
SANTE GENERALISTES	FRUITS ET LEGUMES
DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72	MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion) MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO) PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38
OU MANGER ET DORMIR A LOME?	DANSE ET COURS DE ZUMBA
HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11	AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86
MUSCULATION ET MASSAGE	AVIATION
Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60 GYM FIL «O»PARC (Agoé Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70	AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Théâtre / Prix des « Lycéen.ne.s Bernard-Marie Koltès » (France)

Sèdjro Houansou surpris par une « douce gifle » des lycéens

L'auteur dramatique Sèdjro Giovanni Houansou vient d'être sacré « Prix des lycéen.ne.s Bernard-Marie Koltès » à Strasbourg en France grâce à sa pièce culte « Les inamovibles ». Ce texte a été précédemment primé par « Prix Rfi Théâtre » en 2018.

Le texte « Les inamovibles » a révélé le dramaturge béninois au grand public. Ambition, détermination et vigueur sont les maîtres-mots qui l'ont conduit à décrocher le « Prix RFI Théâtre » en 2018 après avoir postulé trois fois de suite sans succès.

Nous sommes en 2021, l'auteur ne s'attendait pas sans doute voir son œuvre être primée à nouveau. Et pourtant, des lycéens et lycéennes sont séduits par cette dernière. « Je suis là, content de rencontrer tous ces lycéens et lycéennes qui ont traversé l'histoire des 'Inamovibles' et qui ont bien voulu lui accorder du crédit », s'enthousiasme Sèdjro Houansou.

« Au départ, ce n'est pas à eux que je parlais (les lycéen.ne.s). Mais voilà. Ils ont arraché l'écoute. Ils s'en sont saisis. Maintenant c'est eux qui parleront ma parole. Et moi j'apprendrai à nouveau, l'écoute », peut-on lire sur le mur « Facebook » du lauréat.

Prix de littérature d r a m a t i q u e contemporaine, la 5ème édition du « Prix des lycéen.ne.s Bernard-Marie Koltès » est donc décerné au Béninois Sèdjro Giovanni Houansou à la suite de plusieurs auteurs comme Baptiste Amann (2017_France) ; Koffi Kwaoulé ; (2018_Côte

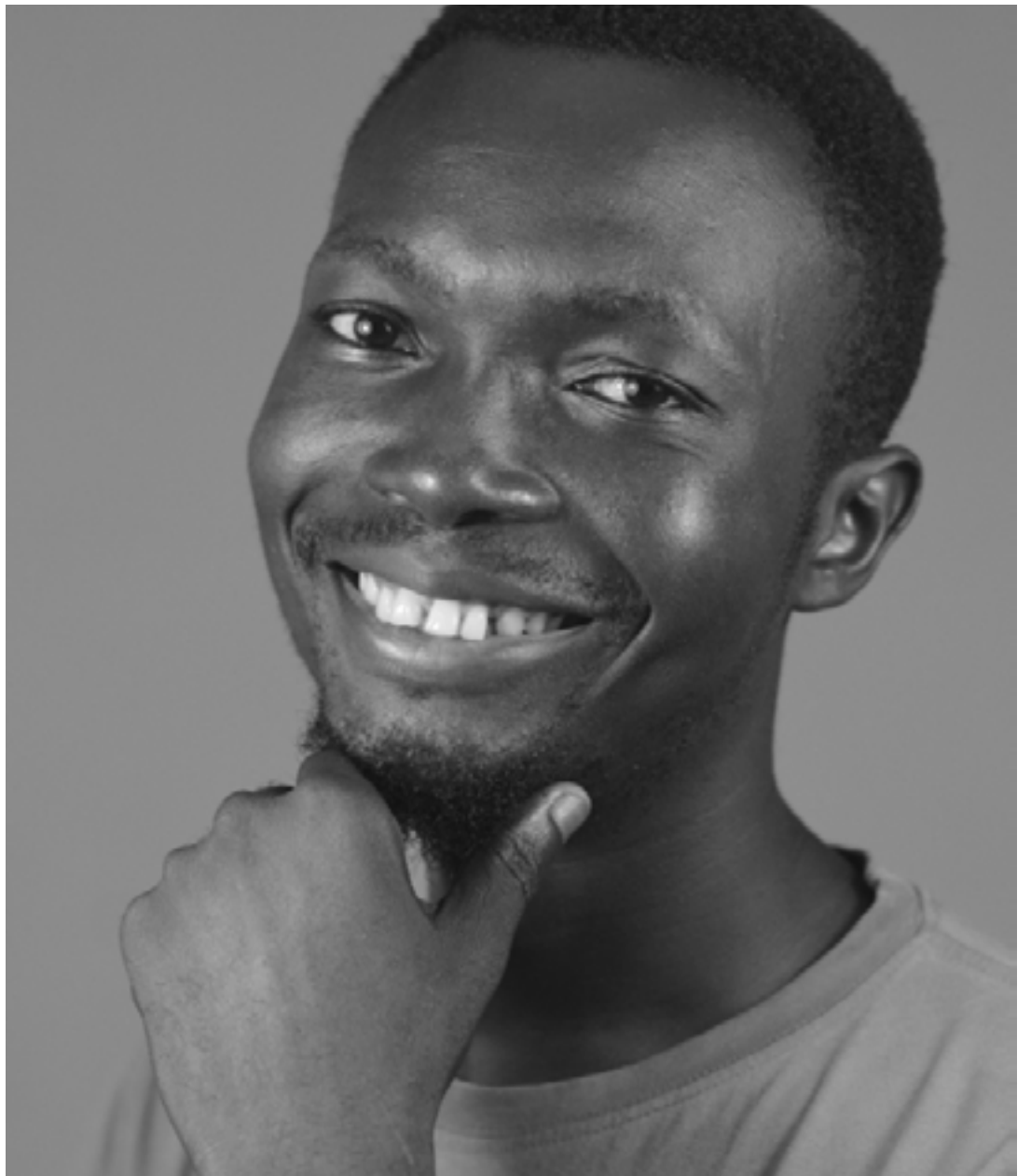
d'Ivoire / France) ; Pauline Peyrade (2019_France) et Gwendoline Soublin (2020_France).

L'initiative de ce prix s'inscrit dans le projet global du TNS (Théâtre National de Strasbourg) dont l'un des axes importants est le soutien aux écritures d'auteur.e.s vivante.s.

L'enjeu est de transmettre aux lycéen.ne.s de la région, quelle que soit leur filière (lycée d'enseignement général, technologique, professionnel ou agricole) le goût de la littérature dramatique contemporaine, le plaisir d'exercer leur esprit critique et de défendre un point de vue sur une œuvre. En outre, l'ambition du prix des lycéen.ne.s est de faire se croiser lycéen.ne.s et auteur.rice.s dramatiques vivante.s.

Cette année, les textes soumis aux élèves sont « Les Inamovibles » de Sèdjro Giovanni Houansou (Éditions Théâtre Ouvert – 2019) ; « Chéries de l'ombre » de Manon Ona (Éditions Théâtrales – 2019) et « La Chute des comètes et des cosmonautes » de Marina Skalova (Éditions L'Arche – 2019).

Le Sacré « Prix des lycéen.ne.s Bernard-Marie Koltès » de la 5ème édition n'a pas hésité à exprimer sa gratitude à



Sèdjro Giovanni Houansou

l'égard de ces lycéens et lycéennes impliqués dans le programme. « 'Prix Bernard-Marie Koltès' arrive pour me donner une nouvelle signification, quelque chose que je n'avais pas imaginé. En fait, je n'avais presque pas imaginé que ce texte pouvait parler à des plus jeunes (à des lycéens, à des lycéennes). Là c'est

comme(...) je ne vais pas dire une gifle, enfin une gifle mais une douce gifle que je reçois de la part de ces lycéens », s'émeut-il. Cette histoire, souligne Giovanni Houansou : « je l'ai écrite à un moment donné où on parlait beaucoup de l'immigration. Je l'ai écrite pour renverser le prisme de la question des migrations ».

L'une des plus belles étoiles de la création littéraire béninoise, Sèdjro Giovanni Houansou est un écrivain dramatique, entrepreneur culturel, consultant en communication et spécialiste des questions de gouvernance et de démocratie.

Nadia Edodji

Lire

« Le manuscrit retrouvé » de Paulo Coelho. Ed Flammarion. 2013 Pp 188-190

« ...L'homme vend son magasin et s'en va. Il devient solitaire et amer, pensant qu'il ne pourra plus jamais faire confiance à personne. Il est vrai qu'il y a des vases qui se brisent le pacte de loyauté a été détruit. Dans ce cas, mieux vaut balayer les débris et les jeter à la poubelle, parce que ce qui a été brisé ne sera jamais plus comme avant. Mais d'autres fois, le vaisselier se fend à cause de phénomènes étrangers aux desseins

humains: il peut s'agir d'un tremblement de terre, d'une invasion ennemie, de la négligence de quelqu'un qui est entré dans le magasin sans bien regarder partout. Hommes et femmes s'accusent les uns les autres du désastre. Ils disent: 'Quelqu'un aurait dû voir ce qui allait arriver'. Ou alors: 'Si j'avais été responsable, ces problèmes auraient été évités'. Rien n'est plus faux. Nous sommes tous prisonniers dans les sables du temps, et nous n'avons aucun contrôle sur ces événements. Le temps passe, ce vaisselier qui s'est brisé

est réparé. D'autres vases qui luttèrent pour trouver leur place dans le monde sont placés là. Le nouveau patron du magasin, comprenant que tout est passager, sourit et se dit: 'La tragédie m'a offert une opportunité et je tâcherai de la mettre à profit. Je découvrirai des œuvres d'art dont je n'ai jamais imaginé l'existence'. La beauté d'un magasin de vases de porcelaine réside dans le fait que chaque pièce est unique. Mais quand elles sont placées les unes à côté des autres, elles montrent l'harmonie et reflètent ensemble la sueur du potier et l'art du

peintre. Chaque œuvre d'art ne peut pas dire: 'Je veux être quelque part en évidence et je sortirai de là'. Parce qu'au moment où elle tenterait de le faire, elle se transformerait en un monceau de pièces cassées, sans aucune valeur. Et ainsi sont les vases, et ainsi sont les hommes, et ainsi sont les femmes. Et ainsi sont les tribus, et ainsi sont les bateaux, et ainsi sont les arbres et les étoiles. Quand nous comprendrons cela, nous pourrons nous asseoir à la fin de l'après-midi à côté de notre voisin, écouter avec respect ce qu'il a à dire et dire ce qu'il

doit entendre. Et aucun de nous deux ne tentera d'imposer ses idées à l'autre. Au-delà des montagnes qui séparent les tribus, au-delà de la distance qui sépare les corps, il existe la communauté des esprits. Nous en faisons partie, et là il n'y a pas de rues peuplées de mots inutiles, mais de grandes avenues qui rapprochent ce qui est éloigné, même si de temps en temps on doit les réparer à cause des dommages que le temps a causés. Ainsi, l'amant qui revient ne sera jamais regardé avec méfiance, parce que la loyauté a accompagné ses pas... »

Diététique et nutrition

Les aliments et boissons diurétiques sont des alliés pour la santé

Les fruits et légumes diurétiques ont plusieurs particularités. Ils sont constitués à 90% d'eau. Ils ont également une teneur plus élevée en potassium qu'en sodium. Ce dernier est un rétenteur d'eau et c'est justement pour cette raison qu'il a tendance, consommé en excès, à augmenter le volume sanguin, ce qui a pour conséquence une augmentation du débit sanguin cardiaque avec, à la clé, des risques d'hypertension, et d'insuffisance cardiaque à terme. Les aliments et boissons diurétiques sont donc à aimer. Mais, lesquels choisir et comment les consommer ?



La salade verte

Voici quelques meilleurs légumes diurétiques

L'aubergine : elle apporte près de 93 % d'eau et 235 mg de potassium aux 100 g, et seulement 21 calories.
Le concombre : ce n'est pratiquement que de l'eau puisqu'il en renferme 96 % ! Il apporte aussi 157 mg de potassium aux 100 g, ainsi que du silicium et du soufre deux substances qui stimulent les reins. Autre atout : il est très peu calorique : seulement 13 aux 100 g.
La courgette : elle renferme près de 95 % d'eau, 262 mg de potassium aux 100 g et 16 calories.
L'épinard : avec près de 92 % d'eau, 504 mg de potassium et 52 mg de magnésium aux 100 g

pour 28 calories, l'épinard est un bon aliment diurétique.
Le haricot vert : il renferme un peu plus de 90 % d'eau et 224 mg de potassium et pratiquement pas de sodium (3, 8 mg).
La salade verte : comme le concombre, c'est un légume qui ne contient pratiquement que de l'eau : 96 %, et 260 mg de potassium aux 100 g pour 13 calories. En plus, elle est rassasiante !
La tomate : elle contient 94 % d'eau, 256 mg de potassium aux 100 g et 18 calories.

Quelques fruits diurétiques que vous pouvez déguster

Les agrumes : citron, orange, pampleousse apportent entre 87 et 90 % d'eau, entre 141 et 157 mg de potassium et moins de 2

mg de sodium, tout en restant raisonnable sur le plan calorique avec entre 36 et 47 calories aux 100 g.
L'ananas : il contient 86 % d'eau, 142 mg de potassium aux 100 g, seulement des traces de sodium et 53 calories. Mais il renferme aussi de la broméline, une enzyme aux vertus diurétiques.
La fraise : délicieux fruits d'été, elle apporte 90 % d'eau, 171 mg de potassium aux 100 g et moins de 2 g de sodium pour 34 calories.
Le melon : il apporte autant d'eau que la pastèque : 91 % d'eau, un peu moins de calories aux 100 g : 33, mais plus de potassium : 335 mg.
La pastèque : elle apporte 91 % d'eau, 129 mg de potassium pour 100 g et 35 calories. Elle n'a que des traces de sodium.

Les bienfaits des fruits et légumes diurétiques sont nombreux

Les fruits et légumes diurétiques favorisent une bonne diurèse en augmentant le bol hydrique jusqu'à 1 litre par jour. Ils permettent donc d'éliminer les toxines, les pesticides, les médicaments, mais aussi l'acide urique, l'urée,



La tomate

le chlorure... Ils sont également intéressants pour lutter contre la cellulite (La cellulite est liée à une accumulation locale de graisses et à une modification du tissu adipeux dans certaines zones du corps), les œdèmes (Un œdème est un trouble de la circulation sanguine. Il s'agit d'un gonflement des tissus dû à la présence d'une quantité anormale de liquide, le sérum sanguin. Le plasma sort alors des vaisseaux sanguins et se dirige vers le tissu interstitiel), pour le maintien de l'équilibre acide-base de l'organisme, pour avoir une bonne fonction cardiaque et artérielle, sans oublier leur rôle dans la prévention des infections urinaires.

Contre-indications dans la consommation des aliments diurétiques

Bien qu'il s'agisse de fruits et légumes et donc d'aliments du quotidien, les aliments diurétiques doivent être consommés en quantité restreinte. Certaines personnes ne doivent pas en consommer plus de 100 à 150 g par jour.

Il s'agit des personnes qui souffrent d'insuffisance rénale, de lithiase urique. Certains aliments diurétiques comme l'asperge ou l'épinard sont riches en purines (La purine est une molécule azotée hétérocyclique constituée d'un cycle pyrimidine fusionné à un cycle imidazole), et des personnes suivant un traitement médicamenteux à base de diurétiques pour traiter une hypertension ou un autre problème cardiaque, doivent s'en abstenir.
Même ceux qui ne sont pas à risque doivent respecter une quantité donnée. Il faut compter entre 150 et 200 g de légumes aux vertus diurétiques à chaque repas, et 150 g de fruits, ce qui permet à un autre repas de consommer un fruit non diurétique. Et pour que ces aliments gardent leur qualité diurétique, évitez de trop les saler, sinon vous aurez l'effet inverse. Il faut aussi limiter les cuissons qui leur font perdre leur eau.

Edem Dadzie
Experte : Aurore Lavernat,
diététicienne-nutritionniste

Les chutes

Un problème de santé publique majeur au niveau mondial

Au niveau mondial, les chutes constituent un problème majeur de santé publique. Selon les estimations, 684 000 chutes mortelles ont lieu chaque année, ce qui constitue la deuxième cause de décès par traumatisme involontaire, après les décès dus aux traumatismes provoqués par des accidents de la route. L'âge et le sexe sont les principaux facteurs de risque, même s'il en existe d'autres comme l'état de santé et l'exercice de certaines professions.



Les chutes sont plus importantes chez les personnes âgées

Âge
Pour ce qui est des chutes, l'âge est l'un des principaux facteurs de risque. C'est chez les personnes âgées que le risque de décès ou de traumatismes graves dus à une chute est le plus élevé et le risque augmente avec l'âge. Par exemple, aux États-Unis d'Amérique, 20 à 30 % des personnes âgées victimes de chutes subissent un traumatisme léger à grave, comme des bleus, une fracture de la hanche ou un traumatisme crânien. Ce niveau de risque

est peut-être en partie attribuable aux modifications physiques, sensorielles et cognitives associées au vieillissement, conjuguées à des environnements qui ne sont pas adaptés à une population vieillissante. Les enfants sont également un groupe à risque. Les chutes chez l'enfant se produisent pour l'essentiel au cours des différents stades du développement et s'expliquent par la curiosité innée qu'ils ont de leur environnement et une affirmation croissante de leur indépendance qui coïncide avec des comportements plus aventureux couramment dénommés « prise de risques ». Si l'un des facteurs fréquemment cités est le défaut de surveillance des adultes, les circonstances sont souvent complexes et l'on constate une interaction avec la pauvreté, la monoparentalité et des environnements particulièrement dangereux.

Sexe
Dans toutes les classes d'âge et toutes les régions, les personnes des deux sexes sont exposées à un risque de chute. Dans certains pays, on observe que le risque de décès par suite d'une chute est probablement plus grand chez les hommes, tandis que les femmes font davantage de chutes qui ne sont pas mortelles. Les femmes âgées et les enfants en bas âge sont particulièrement exposés aux chutes et à des traumatismes de plus grande gravité. À l'échelle mondiale, les taux de mortalité et le nombre d'années de vie ajustées sur l'incapacité perdues sont systématiquement plus élevés chez les hommes. Cette charge plus importante chez ces derniers pourrait s'expliquer par un plus grand nombre de comportements à risque et un niveau de risque plus élevé dans le cadre professionnel.

Source : Organisation mondiale de la santé (OMS)

Décennies des racines et diasporas africaines

Le Togo crée le cadre pour la concrétisation de cette belle vision

Lors du 34e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, les 6 et 7 février 2021, et sur proposition du Togo, une décision historique a été prise. La période 2021-2031 est décrétée Décennie des racines africaines et des diasporas africaines. Notre pays a donc été choisi pour conduire cette belle initiative. Hier, lors d'une réunion virtuelle conduite par le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'étranger, le professeur Robert Dussey, le cadre a été créé pour sa mise en œuvre.

Étaient présents à cette réunion les représentants des pays suivants : l'Algérie, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Cameroun, la Gambie, le Ghana, la Guinée Equatoriale, le Maroc, la Namibie, la Tanzanie, la Tunisie et le Togo. La réunion a permis aux participants d'examiner et de valider les documents relatifs aux missions et à la composition du Haut Comité de la Décennie et de présenter de riches contributions en vue de concrétiser la mise en place et l'opérationnalisation du Haut Comité chargé de l'Agenda 2021-2031 de la Décennie des racines africaines et des diasporas



Le professeur Dussey (extrême droite) et son équipe, pendant la réunion

africaines. Le « Cadre de Lomé » offre à la Commission de l'Union africaine, ensemble avec les Etats, les organisations représentatives des

diasporas et des populations, l'opportunité de mener des réflexions en vue de mettre en place une véritable politique et des stratégies pour

mobiliser les diasporas et les communautés de racines africaines, d'une part, et un plan d'actions ambitieux devant permettre de concrétiser les retours et l'implication plus active des diasporas et des Afrodescendants dans les processus de développement du continent, d'autre part.

Après avoir remercié l'ensemble des pays ayant participé à cette réunion, le ministre Dussey a proposé une prochaine rencontre du Haut Comité de la Décennie dans les trois mois à venir.

TM

Forum de renforcement

Les collectivités territoriales «armées» pour lutter contre les changements climatiques

La capitale togolaise Lomé abrite actuellement un forum sur « Renforcement de la résilience et augmentation de l'ambition climatique des collectivités territoriales en Afrique » dans le cadre des activités de la convention des maires pour le climat et l'énergie en Afrique subsaharienne (CoM SSA) et Expertise France. Débuté hier 10 juin avec le lancement officiel pour finir aujourd'hui 11 juin, il s'agit pour les personnalités publiques togolaises, les partenaires et les experts internationaux, d'outiller les collectivités territoriales africaines et togolaises surtout dans la lutte contre les changements climatiques.



Le présidium de l'ouverture

Le forum en format hybride (présentiel à Lomé et en ligne) est organisé en collaboration avec le gouvernement togolais, l'Uemoa, la BOAD, le PNUD et Expertise France. Il fait suite aux efforts entrepris par la CoM SSA en matière d'accompagnement des collectivités territoriales dans la mise en œuvre des plans climat-énergie, et se veut un prolongement de ces efforts en vue de l'élaboration d'un portefeuille de projets climatiques portés par les collectivités territoriales et de leur accès à la finance climat. Cinq grands objectifs sont poursuivis par ledit forum : faire adhérer l'ensemble des collectivités territoriales du Togo à la CoM SSA; renforcer l'approche collaborative à travers le dialogue structuré entre le niveau national et

le niveau local dans le cadre de la territorialisation des contributions déterminées au niveau national des pays de l'Uemoa ; définir un programme «Readiness» régional visant à renforcer les capacités des collectivités territoriales à élaborer des portefeuilles de projets climat-énergie et à accéder à la finance climat dans l'espace Uemoa ; renforcer le plaidoyer pour la connexion entre l'agenda de climat, celui de la biodiversité et celui du développement ; définir une position commune des collectivités territoriales des pays de l'Uemoa. «Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de Paris, il a été convenu que les pays puissent réaliser l'objectif de réchauffement à moins de 2 degré... En 2100, 40% de la

population mondiale habiteront l'Afrique. Autrement dit, la gestion que l'Afrique fera de l'eau, de l'énergie, etc. déterminera l'avenir du monde entier. C'est dans ces contextes que ce forum est organisé pour déterminer le choix de l'Afrique pour l'action climatique », a expliqué lors d'un point de presse tenu le 09 juin, Elong Mbassi Jean-Pierre, secrétaire général des Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique.

Lors du lancement officiel hier 10 juin, plusieurs acteurs climatiques ont répondu présent, notamment des ministres, des institutions régionales, internationales, financières et partenaires au développement tels que des experts de l'Uemoa, de la BAD, de la BOAD, de la BIDC, de le PNUD, de l'Union européenne, du Fonds vert climat, de la CCNUCC, du OCDE et les associations nationales de collectivités territoriales d'Afrique de l'Uemoa.

Représentant le président Faure Gnassingbé, Payadowa BoukpeSSI, ministre d'État, en charge de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires, a officiellement ouvert les travaux du forum. «Pour réussir ce pari les collectivités territoriales devront mûrir, élaborer des stratégies pour produire des effets transformationnels... Je suis convaincu que ces objectifs fixés par ce forum seront atteints au regard des différentes thématiques prévues...», a dit le ministre.

Attipoe Edem Kodjo

Togo Digital Awards

Le Pnud récompense les lauréats du concours

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a décerné divers prix aux lauréats de la première édition du Togo Digital Awards (TDA). La cérémonie de remise de prix s'est tenue mercredi 9 juin à Lomé.



Photo de famille avec les lauréats

Les prix sont composés des lots d'ordinateurs (MacBook Pro), Dell Latitude 5520, de tablettes (iPad Pro 11), et des Apple Watch (montres connectées) de dernière génération. En tout 21 finalistes ont été récompensés. Les prix ont été décernés par le Pnud. Le Programme des Nations unies pour le développement a accordé un financement d'environ 12 millions FCFA au projet.

« Le Pnud accompagne globalement le gouvernement du Togo dans sa vision et politique de développement. Donc nos actions sont alignées sur le plan national de développement et sur la feuille de route gouvernementale. Entre autres, nous savons que le Togo veut être un hub digital et c'est la raison pour laquelle nous apportons notre contribution à ce concours. Nous avons offert des outils informatiques de dernière génération qui vont aider les jeunes dans leurs activités et au niveau des différentes institutions qu'ils représentent », a déclaré le représentant résident du Pnud au Togo, Mactar Fall.

Le concours Togo Digital Awards récompense les meilleurs acteurs de la sphère numérique qui se sont distingués au cours de l'année. Cette année le concours a mis en compétition des acteurs dans 7 différentes catégories : réalisations de l'année, projets et stratégies, médias et outils, travaux académiques, blogueur de l'année, influenceur de l'année, coup de cœur.

« Pour nous c'est une édition de l'audace, en dehors de ce que nous avons pu faire cette année, nous envisageons d'offrir des prix qui vont récompenser l'apport des femmes dans l'environnement ou dans l'écosystème digital », a indiqué le président du comité d'organisation Guillaume Djondo.

Félix Tagba

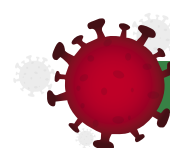
Swift-On



Avec Swift-On, vous recevez
un mail de confirmation pour toutes
vos opérations internationales.



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



STOP COVID-19